

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

## RÉFORMES DES RETRAITES VUES PAR L'OCDE

## Il faudra travailler plus et cotiser plus

Dans un nouveau rapport qui vient d'être rendu public, l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) avertit qu'en dépit d'une accélération des réformes depuis la crise, les systèmes de retraites dans les pays de cette organisation (les pays riches) vont devoir être encore ajustés. Le rapport rappelle que le ratio entre actifs et retraités devrait encore reculer dans les 20 prochaines années de 4 actifs en moyenne pour un retraité de 65 ans et plus, à 1 ou 2 actifs pour un retraité.

«Les évolutions démographiques rapides qui sont en cours et le ralentissement de l'économie mondiale soulignent la nécessité de poursuivre les réformes» des régimes de retraite. Angel Gurría, le secrétaire général de l'organisation de l'OCDE a appelé les gouvernements à ne pas relâcher les efforts constatés ces dernières années à l'occasion de la publication du rapport annuel de l'organisation sur les retraites.

«Nous devons mieux communiquer pour faire comprendre que travailler plus longtemps et cotiser davantage constituent la seule façon d'obtenir un revenu décent à la retraite», a-t-il ajouté. Le rapport rappelle ainsi que le ratio entre actifs et retraités devrait encore reculer dans les 20 prochaines années de 4 actifs en moyenne pour un retraité de 65 ans et plus à 1 ou 2 actifs pour un retraité. A cela s'ajoutent des éléments conjoncturels. La faible croissance économique, le bas niveau des taux d'intérêt et la faiblesse des rendements des placements sont en train d'aggraver les problèmes de vieillissement démographique auxquels sont confrontés les systèmes de retraite, avertit l'OCDE. Cette dernière prévoit que, en moyenne, les dépenses publiques consacrées au paiement des retraites va grimper de 9,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015 à 11,7% en 2050. Des pays comme la Belgique, l'Espagne ou encore la Norvège, l'Allemagne et la Slovaquie vont devoir faire face à une hausse notable de leurs dépenses consacrées aux retraites. La grande crise a pourtant incité la plupart des pays à accélérer les réformes destinées à améliorer la viabilité financière de leurs



Photo : D.R.

systèmes de retraite. Que ce soit par un relèvement de l'âge légal de la retraite, un alourdissement des prélèvements sur les pensions et les cotisations de retraite, une réduction ou une suspension de l'indexation des prestations versées. Nombre de pays ont joué sur les taxes appliquées sur les pensions pour redresser la barre: en Finlande, les retraites supérieures à 45 000 euros ont été plus taxées (+6%), alors que le Portugal a abaissé le seuil de taxation des pensions et majoré l'imposition des plus hauts revenus. Les cotisations ont aussi augmenté, passant par exemple au Québec de 9,9% en 2011 à 10,8% en 2017, la France les augmentant de +0,3 point pour les employeurs et salariés en France d'ici à 2017, la Finlande de 0,4 point chaque année entre 2011 et 2016 pour le secteur privé.

L'âge légal de départ en retraite relevé

D'autres pays ont joué sur la revalorisation des pensions : la Finlande l'a limi-

tée à 0,4% en 2015, la France l'a décalée d'avril à octobre.

La Grèce a pour sa part gelé l'indexation entre 2011 et 2015. Autre levier activé : l'âge légal de départ à la retraite que de plus en plus de pays reculent. Les Polonais devront ainsi travailler jusqu'à 67 ans à partir de 2020 (2040 pour les Polonaises), les Canadiens 67 ans d'ici à 2029, les Irlandais 68 ans après 2028.

En Grande Bretagne, la limite passera de 66 ans en 2020 à 67 ans en 2026. L'Australie fait encore mieux : de 65 ans en 2017, l'âge légal passera à 67 ans en 2022. La remontée jusqu'à 70 ans d'ici à 2035 est en discussion.

En France, l'âge minimum est de 60 ou 62 ans, selon les cas, mais la période de cotisation va être allongée de 41,5 années actuellement à 43 ans en 2030. Un certain nombre de pays ont en outre renforcé les incitations pour travailler plus longtemps. Mais, pour l'OCDE, ce

n'est pas suffisant pour parvenir à l'objectif. «Une hausse de l'âge effectif de la retraite peut apporter une pierre à l'édifice, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour aider les seniors à trouver et conserver des emplois. Il est essentiel que les pouvoirs publics prennent des mesures pour réduire la discrimination en fonction de l'âge, améliorer les conditions de travail et accroître les possibilités de formation pour les seniors», souligne l'organisation.

Le rétablissement de la confiance est un autre défi de taille auquel font face les gouvernements. Les jeunes, en particulier, doivent avoir confiance dans la stabilité à long terme du système de retraite et dans la promesse qui leur est faite en termes de pension. L'OCDE plaide ainsi pour des campagnes de communication et la transmission des relevés individuels de droits à pension pour faire comprendre.

## Des mesures pour améliorer la situation des personnes âgées en difficulté

Selon le ministère de la Solidarité, l'année 2014 a été marquée par l'adoption de plusieurs mesures pertinentes au profit des catégories sociales vulnérables en vue d'améliorer leur situation et de garantir leur insertion au sein de la société, dans le cadre de la politique d'Etat visant à lutter contre la marginalisation et l'exclusion. Pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées en difficulté, l'Etat a pris plusieurs mesures, dans le cadre de l'application de la loi sur la protection de cette catégorie à travers l'élaboration de plusieurs projets de décrets exécutifs.

Il s'agit du décret exécutif portant octroi d'une aide sociale et/ou d'une allocation financière au profit des personnes âgées en difficulté, en vertu des articles 7 et 24 de la loi sur la protection des personnes âgées du 29 décembre 2010. Conformément à l'article 24 de la loi sus citée, toute personne âgée en difficulté et/ou sans attache familiale, dont le niveau des ressources est insuffisant, ouvre droit à une aide sociale et/ou à une allocation financière qui ne doit pas être inférieure à deux tiers du salaire national minimum garanti (SNMG). L'article 7 prévoit que les descendants en charge des personnes âgées qui ne disposent pas de moyens matériels et financiers suffisants pour prendre en charge leurs ascendants bénéficient d'une aide de l'Etat. Ce décret compte parmi trois projets de décrets exécutifs inscrits dans le cadre de la loi sur la protection des personnes âgées, qui seront enrichis par le secrétariat général du gouvernement en vue de leur mise en œuvre prochaine. Le programme sur la promotion de la situation des personnes âgées est une mesure qui vise à améliorer l'accueil réservé à cette catégorie au niveau des établissements spécialisés, notamment pour bénéficier de cures thermales et de programmes de loisirs et culturels, dans le cadre de leur réinsertion sociale.

## PENSION DE RETRAITE PROPORTIONNELLE EXCEPTIONNELLE POUR LES «PATRIOTES»

## Démarches entamées

Le ministre des Relations avec le Parlement, Khelil Mahi, a indiqué le jeudi 25 décembre 2014 que les secteurs opérationnels de l'ANP avaient entamé les démarches de constitution des dossiers de la pension de retraite proportionnelle exceptionnelle des Groupes de légitime défense (GLD) et des citoyens volontaires ayant participé aux côtés de l'ANP à la lutte contre le terrorisme». Concernant la «lenteur» relevée dans l'application des textes relatifs aux droits et avantages accordés à cette catégorie, le ministre a tenu à préciser que «l'engagement des autorités concernées à prendre en charge les préoccupations des citoyens volontaires ayant participé aux côtés de l'Armée nationale populaire à la lutte contre le terrorisme relevait de l'article 77 de la loi de finances 2014». Les préoccupations des citoyens volontaires ont

été prises en charge à travers la promulgation du décret présidentiel 10-13 du 20 février 2013 qui modifie le décret présidentiel 09-42 du 21 octobre 2009 relatif aux citoyens volontaires ayant participé aux côtés de l'ANP à la lutte contre la subversion et le terrorisme, a souligné M. Mahi.

Les citoyens volontaires bénéficient à ce titre d'une pension mensuelle de 30 000 DA versée directement aux concernés par le centre de paiement de l'ANP, a-t-il précisé. Le ministre a en outre rappelé la promulgation du décret exécutif 14-24 du 8 avril 2014 fixant les conditions et les modalités d'octroi de la pension de retraite proportionnelle exceptionnelle et de rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des citoyens volontaires ayant participé aux côtés de l'Armée nationale populaire à la lutte contre la subversion et le terrorisme.

me. Il a assuré que toutes les mesures relatives aux membres de cette catégorie «seront prises dans les tous prochains jours pour régulariser leur situation».

